



Extrait du UJFP

<https://www.ujfp.org/spip.php?article2440>

# Crimes sur fond d'impunité

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

# UJFP

Date de mise en ligne : jeudi 15 novembre 2012

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**Les dirigeants israéliens n'ont jamais été punis pour les 1400 morts à Gaza pendant l'opération « Plomb Durci ». Du coup le blocus continue. Les bombardements aussi. Le 12 novembre, cinq jeunes sportifs ont été tués sur un terrain de football. L'armée israélienne continue de pratiquer les exécutions extrajudiciaires. Elle se vante de représenter la « civilisation » dans la région et elle pratique ouvertement le terrorisme. Le 14 novembre, elle a assassiné Ahmad Jaabari qu'elle qualifie de « chef des opérations militaires du Hamas » alors que les tirs de roquettes sur Israël ont été revendiqués par un autre groupe, le Jihad islamique.**

Pourquoi cette escalade ? Gaza est devenu pour le gouvernement israélien un laboratoire et le bouc émissaire pour toutes les situations où il a besoin de ressouder sa société à bon marché, ici comme en décembre 2008 avant des élections. On peut cogner impunément et sans risque sur Gaza, ça a été démontré.

Le gouvernement israélien exige des Palestiniens une « reprise des négociations sans conditions » (c'est-à-dire une capitulation) alors qu'il n'y a rien à négocier. La colonisation avance à marche forcée.

Pour avoir déposé la candidature de la Palestine à l'ONU comme Etat non-membre, l'Autorité Palestinienne est menacée de destruction.

Le 18 septembre, le Parlement européen a voté l'ACAA qui autorise l'importation en Europe de tous les produits israéliens sans test ni procédure d'évaluation.

En France, François Hollande a publiquement renié ses engagements pré-électoraux sur la question Israël/Palestine. Hollande a reçu à Toulouse le terroriste Nétanyahou qui en a profité pour exhorter les Juifs français à faire leur « alyah ». Il accepte à présent la colonisation et exige des Palestiniens une capitulation sur leurs revendications. Il ne soutiendra pas (malgré sa promesse) la candidature palestinienne à l'ONU.

La Justice internationale juge les crimes commis en ex-Yougoslavie ou au Rwanda, mais elle n'a jamais inculpé les dirigeants israéliens pourtant tous coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. C'est pour cela qu'ils continuent. Les responsabilités de l'ONU, de l'Union Européenne et de la France sont immenses.

Pour l'UJFP, c'est l'impunité et la complicité qui permettent la poursuite du sociocide commis contre la Palestine. L'UJFP appelle tou-te-s les citoyen-ne-s vivant en France à faire pression pour que la politique de complicité avec Nétanyahou cesse.

**Pas de frappes sur Gaza !**

**Fin immédiate du blocus !**

**Sanctions pour les criminels de guerre !**

Le Bureau National de l'UJFP le 14 novembre 2012